

Intervention à la 78^{ème} Assemblée générale des Nations unies
Discours du chef du gouvernement, M. Xavier Espot Zamora

New York, le 22 septembre 2023

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire général,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,

Je voudrais débiter cette intervention en félicitant Son Excellence l'Ambassadeur de Trinité-et-Tobago, Denis Francis, pour son élection en tant que président de l'Assemblée générale, ainsi que son Excellence Çsaba Körösi, de Hongrie, qui, dans un contexte international troublé, a maintenu avec rigueur et efficacité l'activité de l'Assemblée au cours de la 77^{ème} période de sessions.

Nous vous remercions, Monsieur le Président, pour la devise que vous avez choisie et qui est : « Reconstruire la confiance et revivifier la solidarité : accélérer l'action sur l'Agenda 2030 et ses Objectifs de développement durable en direction de la paix, de la prospérité, du progrès et de la durabilité pour tous ». Nous la faisons nôtre, parce qu'elle répond pleinement aux principes avec lesquels l'Andorre travaille, tant du point de vue de la politique intérieure que de la perspective de la politique internationale. Vous pouvez compter, Monsieur le Président, sur le soutien loyal de notre pays, l'Andorre, pour cette 78^{ème} session, et nous vous souhaitons de nombreuses réussites.

Quelques semaines avant la tenue de ce débat général, le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, lançait un nouvel appel aux pays afin qu'ils agissent de manière radicale et urgente, car, comme il nous alerte, « l'ère du réchauffement global est terminée, c'est le moment de l'ébullition globale. Le changement climatique est là. Il est accablant. Et ce n'est qu'un début ».

Il ne faut plus chercher de subterfuges ou nier l'évidence : les émissions de gaz à effet de serre causées par la consommation sans limites des ressources naturelles ont mené notre planète à l'épuisement, ce qui n'a jamais été aussi évident que cet été. Les températures extrêmes qui ont provoqué plus de 61 000 morts en Europe en 2022, la vague d'incendies

sur le continent nord-américain, et la côte méditerranéenne ou le Niño constituent des phénomènes habituels qui assèchent le monde, rendent les terres moins cultivables et poussent des populations à abandonner leur lieu d'origine parce que la dégradation de l'environnement en a fait des réfugiés climatiques et les a condamnés à vivre loin de chez eux.

Nous, les humains, sommes les coupables du changement climatique, , c'est pourquoi les solutions pour l'arrêter ne viendront pas de la nature elle-même, que nous dégradons, mais de notre capacité à faire changer le modèle de production et d'organisation de nos sociétés.

Il est tard pour éviter certaines conséquences, qui sont déjà malheureusement irréversibles, mais pas pour en freiner d'autres, et empêcher que la température globale n'augmente de plus de 1,5 degré d'ici la fin du siècle. À cet effet, il faut de grandes transformations et des mutations sociales et économiques, car lutter contre le changement climatique et en prendre conscience ne constituent pas une question purement scientifique ou technocratique devant être laissée dans des mains d'experts, c'est plutôt un problème politique, social, économique, éthique, voire, philosophique qui laisse entrevoir les énormes inégalités de notre monde. Et ainsi, notre conviction que les solutions se trouvent dans une nouvelle forme de multilatéralisme plus orienté vers l'action collective est plus forte que jamais. Ces solutions doivent renforcer et contribuer à reconstruire la coopération internationale afin de fournir les ressources adéquates dans les régions et promouvoir une gouvernance inclusive et des politiques coordonnées et solidaires.

Et c'est ici, Mesdames et Messieurs, aux Nations unies, que nous devons identifier les crises et avoir des positions, des actions et des engagements clairs, en faveur du bien commun. Nous devons, plus que jamais, nous souvenir des valeurs originelles de cet organisme, qui est né sur les ruines de la guerre la plus dévastatrice de l'histoire. Un organisme au service de la paix, du dialogue et du multilatéralisme, destiné à éviter le fléau de la guerre. Pourtant, la guerre est là. L'Europe s'inquiète d'un conflit qui a fini par devenir une guerre d'usure, avec des conséquences énormes sur la population civile ukrainienne. Depuis notre pays, nous condamnons énergiquement cette violation de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de l'Ukraine. Nous avons soutenu, en outre, les déclarations de cette Assemblée générale, les positions exprimées par d'autres organismes tels que le Conseil de l'Europe, et les sanctions internationales, en particulier celles de l'Union européenne.

Le Yémen, le Pakistan, l'Éthiopie, le Sahel et d'autres territoires ne font plus la une des médias, pourtant ce sont des zones de conflits gelées, dans lesquelles les populations les plus fragiles sont les principales victimes. L'Andorre contribue au soutien des plus vulnérables, notamment des femmes et des enfants, à travers des programmes de l'UNICEF et de la Croix rouge internationale et leur travail courageux sur le terrain.

Durant toutes ces années, le continent africain n'a jamais cessé non plus d'être une source d'inquiétude, avec des ruptures de démocratie dans de nombreux États de l'ouest, souvent sous la menace terroriste.

Au mois de juillet passé, nous commémorions le 25^{ème} anniversaire de l'adoption du Statut de Rome, acte de naissance de la Cour pénale internationale. Cette éphéméride nous sert de puissant rappel du besoin impérieux de promouvoir la justice pour toutes les victimes de crimes de guerre, crimes contre l'humanité, génocides et violations des droits humains. C'est avec cette conviction que l'Andorre a été, avec d'autres micro-États européens et la société civile, regroupés autour d'ONG, une pièce maîtresse de la création de la Cour pénale internationale et **veut continuer à l'être afin de renforcer encore plus cet organisme.**

Monsieur le Président,

Cette année, représenter mon pays au sein de cette Assemblée, prend pour moi un sens plus particulier que jamais ; le 28 juillet dernier, l'Andorre fêtait le 30ème anniversaire de son adhésion en tant que 184^{ème} État membre des Nations unies. L'adoption de la Constitution andorrane en 1993 nous a permis d'obtenir la reconnaissance internationale, de faire entendre notre voix en dehors de nos frontières, et de nous aligner sur le droit international. Et permettez-moi, dans le cadre de la commémoration de cette éphéméride si importante pour tous les citoyens et les citoyennes d'Andorre, de rappeler les paroles que le chef du gouvernement Òscar Ribas Reig avait prononcées à cette tribune –il y a maintenant trois décennies– sur la manière dont un pays de petite dimension territoriale comme l'Andorre peut contribuer à améliorer ce monde.

« Nous sommes un petit État « a-t-il déclaré », mais nous sommes conscients de la valeur de ce qui est authentique, et que, dans un monde plutôt démesuré, la dimension réduite peut signifier une contribution d'équilibre et de coexistence. Quelle devrait être la taille idéale d'un État ? Évidemment, ni l'économie, ni la science politique ne peuvent apporter une réponse adéquate. Aristote note dans son ouvrage *La Politique* que le volume de la *polis* doit permettre à tout le monde de connaître le caractère des autres ; le territoire, comme il dit, doit pouvoir être contemplé totalement depuis le sommet d'une montagne : L'Andorre répond à ces caractéristiques humaines et géographiques ».

Et c'est depuis cette perspective humaine de la valeur de ce qui est authentique, de la liberté et de ce qui vaut la peine d'être aimé et préservé -et qui nous a fait bénéficier de plus de sept cent cinquante ans d'histoire de paix- que nous pouvons apporter nos connaissances et nos engagements face aux défis communs et tout cela, dans le cadre du multilatéralisme.

Mesdames, Messieurs,

Dans les écoles et les espaces réservés aux enfants de la Principauté d'Andorre, se trouvent des affiches qui nous rappellent les dix-sept Objectifs de développement durable de l'Agenda 2030, et ces affiches sont placées à la vue des adultes. Une métaphore de notre société. Un appel des enfants aux adultes. Un rappel que le temps passe et que le futur est entre nos mains. Une dernière alerte sur notre responsabilité et notre crédibilité devrait permettre d'accélérer le processus, pour aller plus loin et reformuler les structures actuelles et avancer vers une nouvelle gouvernance financière, technologique et environnementale, avec une croissance reposant sur la durabilité, la coopération et l'égalité, afin d'asseoir les bases futures pour nos enfants et nos jeunes.

L'Agenda 2030 est une feuille de route universelle qui achemine le futur de la planète vers des sociétés de paix durables, résistantes et intégratrices. L'engagement de l'Andorre dans l'accomplissement des objectifs est ferme, comme l'a démontré la présentation des deux rapports nationaux volontaires de suivi de l'application des ODD.

C'est pour cette raison que l'Andorre a adopté le Plan stratégique national sur la mise en œuvre de l'Agenda 2030, dans lequel est montré l'implication du Gouvernement, des institutions et de la société andorrane, dans l'ensemble, pour travailler au développement

durable de notre planète, parce que c'est la seule manière d'inverser la tendance des inégalités, pour construire des sociétés plus justes, et ne semer personne en route. De ce point de vue, nous reconnaissons et nous applaudissons le travail sans faille du Secrétaire général, Monsieur Guterres, et de la présidence de l'Assemblée générale, pour unir les efforts, car nous avons encore une fenêtre ouverte pour assurer un futur viable et durable pour toutes et pour tous.

Et concrètement l'organisation ces jours du Sommet des Objectifs de Développement durable auquel l'Andorre a participé de façon active.

Pour atteindre ces objectifs, l'éducation est l'un des meilleurs outils, c'est la base du progrès, l'axe articulatoire des sociétés et l'élément fondamental de la croissance personnelle et collective, en tant que garantie de l'égalité des chances, du respect, du civisme, de la démocratie et du futur. L'Andorre a pris une part active au sommet de la Transformation de l'Éducation qui a eu lieu l'an dernier, avec la conviction que nous pouvons contribuer en partageant notre expérience, en collaboration avec l'Unesco, l'Unicef, et l'Organisation internationale de la francophonie, à mettre en œuvre l'ODD 4 pour garantir une éducation de qualité, inclusive, équitable et multilingue, et promouvoir des possibilités d'apprentissage durant toute la vie, et pour tous les enfants et les jeunes, parce que l'éducation est l'un de nos plus grands atouts. L'Andorre accorde une importance particulière à l'éducation, ce qui nous permet de proposer une formation élémentaire d'excellence pour que des enfants et des jeunes - de 65 nationalités différentes- grandissent dans un contexte d'apprentissage des valeurs fondamentales de la démocratie et des droits humains, avec un degré élevé de cohésion sociale et de diversité et un fort sentiment d'appartenance.

Avec l'éducation, l'accès à la santé est un autre pilier fondamental de toute société. La pandémie du COVID-19 a constitué un test de résistance et de stress pour le système de santé que l'Andorre a pu surmonter, parce que nous possédons un système solide et grâce aux professionnels qui le composent, qui ont honoré leur profession en faisant un effort considérable pour sauver la population. Il faut souligner le rôle de l'Organisation mondiale de la Santé, qui cette année fête son 75^{ème} anniversaire. Soixante-quinze ans à se consacrer à la lutte contre les maladies qui menacent en permanence certains pays, contre les épidémies et les pandémies, parce qu'elles ne portent pas toutes le nom de COVID-19, et pour faire

face aux inégalités structurelles d'accès aux services de santé, physique ou mentale, subies par la population.

L'égalité des sexes est un sujet d'injustice sociale historique. Nous ne pouvons évidemment pas changer le passé, mais nous pouvons agir pour avancer vers une société plus égalitaire, parce que si nous voulons obtenir la transformation nécessaire à la durabilité de la planète, nous ne pouvons pas laisser la moitié de l'humanité derrière nous. Dans ce sens, au cours des dernières années, notre pays a fait de l'égalité entre les sexes et de la non-discrimination l'une de ses valeurs essentielles et a articulé des lois pionnières et ambitieuses pour sa défense, transmises également dans les écoles. L'éducation des filles et la formation des femmes constituent une priorité interne et s'inscrit dans le cadre de notre coopération internationale.

L'Andorre est un pays de haute montagne, particulièrement sensible au changement climatique, qui menace sérieusement notre biodiversité, le cycle hydrique voire même finalement, notre mode de vie. Étant donné les spécificités géographiques de notre territoire, enclavé dans les Pyrénées, nous sommes des membres très actifs de l'Alliance des montagnes, le *Mountain Partnership*, et nous avons milité pour que la Déclaration d'Aspen inclue une mention spécifique sur les Pyrénées, comme cela avait déjà été fait pour d'autres régions montagneuses. Nous avons plaidé pour que la vulnérabilité particulière des régions de montagne partout dans le monde jouisse d'une attention spécifique dans les forums internationaux de lutte contre le changement climatique.

Une lutte qui ne peut être gagnée sans miser clairement sur la transition énergétique, un des défis mondiaux que doit également relever notre pays, et qui répond clairement à l'engagement international et national, envers nos citoyennes et nos citoyens, pour nous diriger vers la neutralité carbone.

L'adhésion de l'Andorre en tant que membre de la Coalition pour la neutralité carbone nous permet d'apprendre et de partager des expériences avec les autres États membres.

Nous avons été pionniers dans la mise en place d'une taxe verte moyennant l'établissement d'un prix du carbone de 30 euros la tonne - qui nous permet d'avancer vers une modalité plus durable-, nous avons adopté une loi d'économie circulaire qui fixe l'année 2035 comme horizon pour atteindre un modèle de production dans lequel la plupart des déchets seront transformés en sous-produits qui seront réintroduits dans la chaîne de production, avec une mention spéciale pour la lutte contre le gaspillage des ressources, et concrètement des aliments et Nous avons mis en place également la gratuité généralisée des transports publics pour aider les familles avec moins de ressources, mais également pour limiter les trajets en véhicules particuliers.

Monsieur le Président,

Nous sommes un État qui cherche à s'adapter à l'Union européenne parce que, pour avancer, nous ne pouvons pas contourner cette certitude : l'interdépendance géographique et démographique de notre pays avec l'Europe est totale. L'eupéanisation des valeurs de notre société, de notre législation qui s'inspire fortement du droit communautaire ou des aspirations professionnelles de nos jeunes, qui chaque jour affrontent un marché du travail plus exigeant, sont des raisons plus que suffisantes qui nous poussent à ne pas tourner le dos à l'Europe.

De la même manière, il est essentiel de continuer à travailler à la défense des valeurs du multilatéralisme, telles que les droits humains, la démocratie et l'État de droit. Elles nous ont aidés à promouvoir la paix et la sécurité sur le continent européen comme dans le reste du monde.

Excellences,

Nous avons soumis cette planète à de nombreuses pressions. Comme je disais avant, la fenêtre est encore ouverte, mais une chose est sûre, elle peut se refermer brutalement. Nous devons profiter de l'ère de la connaissance scientifique et, dans ce sens, je voudrais mettre en relief l'importance de la science qui nous a tant aidés à améliorer nos conditions de vie grâce à la médecine ou à l'intelligence artificielle. Aujourd'hui, nous en savons beaucoup plus sur le comportement de l'atmosphère de la Terre, sur son interaction avec la terre et les océans, sur les effets sur les ressources hydriques ou sur la survie des espèces. Et le scénario à suivre

ne peut pas être un monologue mais doit être un dialogue entre tous les peuples et pour tous les peuples. C'est pour cette raison que depuis notre pays, nous sommes préparés à rechercher, plus que jamais, les points de convergence nécessaires pour Reconstruire la confiance et revivifier la solidarité : accélérer l'action sur l'Agenda 2030 et ses Objectifs de développement durable comme j'ai déjà annoncé avant et travailler pour préparer de la meilleure manière le Sommet du futur qui aura lieu en 2024 pour la paix, la prospérité, le progrès et la durabilité pour tous.

Après presque huit décennies d'existence, l'Organisation des Nations unie nous permet de tirer bon nombre de leçons dans beaucoup de domaines : du maintien de la paix à la lutte contre le changement climatique. Et toutes ces leçons ont un point commun : les grands défis de l'humanité requièrent la participation de tous les pays et de tous les peuples. Car la Communauté internationale ne progresse qu'en prenant conscience de ses interdépendances et du fait qu'aucun pays n'est pas assez grand pour affronter les défis tout seul. Et que les solutions, pour être justes et durables, doivent inclure tout le monde. Il s'agit de jeter les bases solides d'un avenir où personne ne soit laissé pour compte et où l'exigence de co-responsabilité soit pleinement partagée.

C'est ainsi que nous, les Andorranes et les Andorrans, nous considérons qu'il faut concentrer nos efforts pour atteindre les Objectifs de développement durable, et toutes les aspirations de la Communauté internationale qui ont retenti tout au long de cette Assemblée Générale.

Vous savez que vous pouvez compter sur l'engagement de l'Andorre pour continuer à progresser ensemble.

Merci !